

**ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2026_PM_12135 T**

Déménagement – Rue Jélu
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2, L.2213-6, L.2131-1 et L2214-3 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 411-25, 411-8, 417-10 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière modifiant certaines dispositions du Code de la route ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription) approuvés par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifié le 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise DEMECO - LDPC ROCHEFORT, dont le siège social se situe 2 route de Surgères, 17430 Tonnay-Charente, en date du 4 juin 2026,

Considérant qu'il est nécessaire de régler la circulation et le stationnement rue Jélu afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement au droit du n° 16 de ladite rue,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La circulation est strictement interdite à tout véhicule rue Jélu, dans sa partie comprise entre l'angle de la rue Pascal Bourcy et l'angle de la rue Valentin, le **lundi 20 juillet 2026 ainsi que le jeudi 30 juillet 2026, de 8h00 à 18h00**, à l'exception du véhicule de déménagement appartenant à l'entreprise DEMECO – LDPC ROCHEFORT.

Article 2 : L'entreprise DEMECO – LDPC ROCHEFORT est autorisée à stationner son véhicule de déménagement au droit du n° 16 de la rue Jélu, le **lundi 20 juillet 2026 ainsi que le jeudi 30 juillet 2026, de 8h00 à 18h00**.

Article 3 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par les Services Techniques Municipaux en accord avec la Cheffe de Service de la Police Municipale.

Article 4 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

Article 5 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, la Cheffe de Service de la Police Municipale, l'entreprise DEMECO – LDPC ROCHEFORT sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

09 JUIN 2026

Pour la Maire,
L'adjointe déléguée
Marylène JAUNEAU

